



PRÉFET DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

Mission préfiguration

Arrêté du 4 janvier 2016 portant organisation du secrétariat général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Le préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 26 ;

Vu le décret n°2009-587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret en conseil des ministres du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Pascal Mailhos préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté du journal officiel du 3 janvier 2016 nommant Marc Chappuis secrétaire général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu l'avis des comités techniques des préfectures de la Haute-Garonne et de l'Hérault réunis en formation conjointe le 4 décembre 2015 ;

Sur proposition du préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Arrête :

Article 1 :

Le secrétariat général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a son siège à Toulouse.

Article 2 :

L'organisation du secrétariat général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, appelée « organisation-cible » dans la suite du présent arrêté, est constituée des structures suivantes rattachées au secrétaire général pour les affaires régionales :

- le pôle politiques publiques composé de missions thématiques et d'une mission territoriale
- le pôle moyens, modernisation et mutualisation composé d'une direction support, de plates-formes de mutualisation et d'une mission thématique.

Sont en outre, directement rattachés au Préfet :

- la délégation régionale recherche et technologie
- la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes
- le délégué régional restructuration Défense
- les commissaires au redressement productif.

L'organisation détaillée et l'implantation des services sont précisées à l'annexe 1.

Article 3 :

Le pôle politiques publiques assiste, en lien avec les directions régionales, le préfet de région dans l'exercice de sa mission de garant de la cohérence de l'action des services de l'Etat dans la région. Il anime le dialogue inter institutionnel avec les collectivités territoriales. Il assure le pilotage du contrat de plan Etat-région (élaboration, révision, suivi et évaluation) et la coordination de la mise en œuvre des mesures territorialisées des comités interministériels. Pôle d'animation et de coordination des politiques publiques, il veille à l'équilibre entre les territoires au sein de la région et à l'articulation avec et entre les départements.

Le pôle moyens, modernisation et mutualisation assure, en lien avec les directions régionales, la coordination interministérielle de la mise en œuvre de la charte de déconcentration, des actions de modernisation ainsi que la mutualisation en réseau des moyens de fonctionnement des services déconcentrés.

Il assiste en outre le préfet de région dans sa fonction de responsable des budgets opérationnels en gestion directe ou déléguée.

Article 4 :

Le pôle politiques publiques est composé de six missions thématiques et d'une mission territoire :

- mission développement économique, industrie, innovation, compétitivité
- mission développement durable des territoires
- mission culture, sport, éducation
- mission emploi, cohésion sociale, politique de la ville
- mission recherche, technologie
- délégation régionale au numérique.

La mission territoires regroupe :

- une mission connaissance du territoire
- une mission affaires européennes et internationales
- une cellule d'appui aux territoires

Le pôle moyens, modernisation, mutualisation est composé d'une direction de la coordination et de l'administration générale ainsi que de quatre plates-formes qui sont :

- plate-forme régionale achats
 - plate-forme régionale d'appui à la gestion des ressources humaines
 - plate-forme régionale budget et finances
 - plate-forme régionale immobilière
- auxquelles s'ajoute une mission simplification et modernisation de l'action publique.

Article 5 :

L'organisation-cible décrite aux articles 2, 3 et 4 est mise en place à compter de la publication du présent arrêté.

À titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, certaines structures de l'organisation-cible peuvent conserver des implantations complémentaires de celles précisées à l'annexe 1, sous réserve qu'elles soient situées à Montpellier.

Article 6 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Le préfet,



Délais et voies de recours

À compter de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de :
Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales
1 place Saint Etienne
31038 TOULOUSE CEDEX 9
- d'un recours hiérarchique auprès de :
Monsieur le ministre de l'intérieur
Secrétariat général
Direction de la modernisation et de l'action territoriale
1 bis place des Saussaies
75800 PARIS CEDEX 08
- d'un recours contentieux auprès du :
Tribunal Administratif de Toulouse
6-8, rue Raymond IV – BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7

En l'absence de réponse aux recours amiables, le silence de l'autorité administrative pendant deux mois vaut décision d'acceptation.

En cas de rejet des recours amiables, un recours devant le Tribunal Administratif peut être formé dans le délai de deux mois.

ANNEXE 1
Organisation-cible du secrétariat général pour les affaires régionales
de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Une structure N 0 est rattachée directement au préfet de région et fonctionnellement au secrétaire général pour les affaires régionales. Une structure N-1 est rattachée au secrétaire général pour les affaires régionales. Une structure N-2 est rattachée à la structure de rang supérieur la précédant dans le tableau ci-dessous.

L'implantation géographique est la ville où est localisé le responsable de la structure, et où sont localisés tous les agents.

Structures N 0	Implantation géographique
Délégation régionale recherche technologie	TOULOUSE MONTPELLIER
Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes	TOULOUSE
Délégué régional restructuration Défense	TOULOUSE
Commissaire au redressement productif	TOULOUSE MONTPELLIER

Structures N-1	Structures N-2	Implantation géographique
Pôle politiques publiques	Missions thématiques Développement économique, industrie, innovation, compétitivité Développement durable des territoires Culture, sport, éducation Emploi, cohésion sociale, politique de la ville Recherche, technologie, innovation Délégation régionale au numérique Mission territoire Mission connaissance du territoire Mission affaires européennes et internationales Cellule d'appui aux territoires	TOULOUSE Mission affaires européennes : poste à Montpellier jusqu'au 31/12/2017
Pôle moyens, modernisation et mutualisation	Direction de la coordination et des affaires générales Plate-forme régionale achats Plate-forme d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines Plate-forme régionale budget et finances Plate-forme régionale immobilière Mission simplification et modernisation de l'action publique	TOULOUSE Plate-forme achats : poste à Montpellier jusqu'au 31/12/2016 PFRH : postes à Montpellier jusqu'au plus tard le 31/12/2018